FRANCHINI (Silvia), PUZZUOLI (Paola) (dir.). – *Gli istituti femminili di educazione e di istruzione (1861-1910)*

Roma : Pubblicazioni degli Archivi di Stato, 2005. — 526 p. (Fonti per la storia della scuola, VII).

Mariella Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1441>

DOI : 10.4000/histoire-education.1441

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 263-264

ISBN : 978-2-7342-1101-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Mariella Colin, « FRANCHINI (Silvia), PUZZUOLI (Paola) (dir.). – *Gli istituti femminili di educazione e di istruzione (1861-1910)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 115-116 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1441> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1441>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

FRANCHINI (Silvia), PUZZUOLI (Paola) (dir.). – *Gli istituti femminili di educazione e di istruzione (1861-1910)*

Roma : Pubblicazioni degli Archivi di Stato, 2005. — 526 p. (Fonti per la storia della scuola, VII).

Mariella Colin

RÉFÉRENCE

FRANCHINI (Silvia), PUZZUOLI (Paola) (dir.). – *Gli istituti femminili di educazione e di istruzione (1861-1910)*. – Roma : Pubblicazioni degli Archivi di Stato, 2005. — 526 p. (Fonti per la storia della scuola, VII).

- 1 Les Archives centrales de l'État italien, sous le patronage du ministère des Biens et des activités culturels, ont entrepris depuis 1994 la publication de documents inédits (ou bien difficilement repérables). Dans la série « Fonti per la storia della scuola » — qui réunit en volumes d'une belle qualité typographique les archives des institutions scolaires — vient de paraître un volume relatif aux établissements pour l'éducation des jeunes filles pendant la période allant de l'Unité (1861) aux premières grandes réformes du XXe siècle (1910).
- 2 Deux parties introductives, l'une de Silvia Franchini (université de Florence) et l'autre de Paola Puzzuoli (Archives centrales), retracent les grandes lignes de l'histoire de l'instruction secondaire des jeunes filles italiennes. La loi Casati (1859) instituait officiellement l'école élémentaire, ainsi que des écoles normales, pour les élèves des deux sexes, mais ne parlait pas de lycées et instituts techniques pour les filles. De fait, l'instruction secondaire dispensée dans les lycées leur était inaccessible : les établissements existants n'étaient fréquentés que par des garçons et nul établissement public du même genre ne fut ouvert pour elles, même si plusieurs projets de loi furent présentés par des ministres progressistes (comme Michele Coppino et Nunzio Nasi) et

défendus par des pédagogues positivistes comme Aristide Gabelli. Avant que les écoles normales, faute d'autres structures, ne finissent par remplir ce rôle pour les filles de la moyenne et petite bourgeoisie, l'éducation féminine continua d'être assurée par les établissements déjà existants dans les villes principales des anciens États régionaux. En l'absence d'engagement du nouveau Royaume, les meilleurs *collegi* (pensionnats) – comme l'institution *Santissima Annunziata* à Florence, le *Collegio reale delle fanciulle* à Milan ou l'*Educandario Carolino* à Palerme – continuèrent d'accueillir les jeunes filles des élites, tandis que les couvents, les institutions charitables et les *collegi di Maria* se chargeaient de la formation des fillettes des classes moins fortunées (souvent des orphelines).

- 3 Les dossiers des nombreux établissements de la péninsule – pensionnats religieux et laïques, institutions charitables, « conservatoires » et maisons d'éducation – réunis dans le volume pour la commodité des chercheurs comprennent de nombreuses pièces : dossiers administratifs, bilans financiers, rapports d'inspection, statuts et règlements. Le ministère de l'Instruction publique chercha à surveiller et à normaliser les pensionnats privés en dépêchant des inspecteurs, puis des inspectrices (à partir de 1875), chargés de donner des directives en matière de programmes d'enseignement et de normes d'hygiène. Mais règlements et rapports d'inspections restèrent sans grand effet dans ces microcosmes de vie féminine régis par les traditions et les pratiques chères aux religieuses qui en avaient la charge. Celles-ci entendaient continuer d'imposer à leurs élèves, tantôt une instruction amputée de toute discipline scientifique, tantôt un enfermement de type claustral.
- 4 En 1900, on comptait encore 1 429 instituts féminins privés contre 86 instituts publics. De 1861 au début du XXe siècle, les initiatives les plus significatives de l'État libéral se bornèrent à implanter quelques nouvelles structures publiques, comme l'*Istituto nazionale per le figlie dei militari italiani* et le *Collegio della villa della Regina*. Dans les villes les plus modernes (comme Milan), la municipalité ouvrit à ses frais des instituts laïques privés. Loin de considérer l'instruction féminine laïque comme une priorité pour l'État, la classe dirigeante italienne ne cessa de lui manifester une certaine méfiance, en vertu de l'idée que l'éducation des filles devait avant tout être subordonnée à leur rôle de futures épouses et mères.

AUTEURS

MARIELLA COLIN